

Déclaration de Mme Ritva Koukku-Ronde, Sous-Secrétaire d'État,
au nom du Danemark, de la Finlande, de la Norvège et de la Suède

1. Au nom des quatre pays nordiques, la Finlande, le Danemark, la Norvège et la Suède, je voudrais, pour commencer, exprimer notre gratitude aux autorités ivoiriennes et à la ville d'Abidjan pour les marques d'hospitalité dont ils nous ont entourés. Permettez-moi également de remercier la Direction et le personnel de la BAD pour les bons préparatifs de cette Assemblée annuelle propices à son succès. Je tiens en outre à féliciter le Président Kaberuka à l'occasion de sa réélection à la tête du Groupe de la Banque africaine de développement.

2. La crise financière récente a créé des difficultés inattendues ; mais elle n'en a pas moins été une chance pour la Banque et pour le continent. Nombreux sont, en effet, les pays africains qui ont fait preuve d'une détermination remarquable dans la gestion de leurs économies en ces temps difficiles. L'Afrique peut, moyennant la poursuite de l'effort, sortir de cette crise mieux placée en tant qu'acteur attractif dans l'économie mondiale. Cependant, certains des dégâts résultant de la crise mettront des années à se manifester, et risquent d'avoir des conséquences dommageables sur les performances socio-économiques et le potentiel de développement de nombreux pays. Par conséquent, notre optimisme quant à l'avenir de l'Afrique doit aller de pair avec une vigilance et un engagement sans faille pour prévenir les incidences négatives de la crise sur le développement.

3. La prompt réaction de la Banque à la crise est un motif de satisfaction. Elle témoigne incontestablement de la détermination du Groupe de la Banque à accomplir sa mission de développement. Dorénavant, les pays nordiques considèrent la Banque comme un partenaire important dans les efforts visant à accélérer la croissance économique et réduire la pauvreté et les inégalités en Afrique. Du point de vue des Objectifs du millénaire pour le développement, il convient d'accorder une attention croissante à l'Afrique, qui a pris un retard considérable sur nombre de ces objectifs.

4. L'Assemblée annuelle du Conseil des gouverneurs de cette année est exceptionnelle à bien des égards. Les gouverneurs avaient donné mandat à la Banque de lancer le processus relatif à la Sixième augmentation générale du capital qui doit être/a été approuvée au cours des présentes assises. Ce processus a, selon nous, clairement démontré la détermination des actionnaires, de la Direction et du personnel de la Banque d'en faire une institution non seulement plus grande, mais – plus important encore – meilleure, plus efficace et recentrée. Dans le même ordre d'idées, nous en sommes à un stade avancé du cycle des négociations sur le FAD-12, et les signaux provenant de ces négociations sont également encourageants.

5. Les pays nordiques sont heureux qu'un consensus ait été trouvé sur la Sixième augmentation générale du capital. Nous sommes particulièrement satisfaits que les principales réformes institutionnelles et leurs impacts attendus aient été définis pour la période de l'AGC-VI. Nous félicitons la Banque d'avoir entrepris une gamme impressionnante de réformes internes et de s'être fixé comme objectif de promouvoir une vision uniforme de la Banque à travers l'institution pour la rendre encore plus efficace, tournée vers ses clients et mieux outillée pour affronter les défis de demain. Un des domaines qui requerra une attention particulière est celui d'une décentralisation bien pensée et sur mesure. Il est très important d'accroître l'utilité de la Banque et l'impact de son action sur le développement au niveau des pays et de la rendre mieux à même de tenir ses engagements découlant de la Déclaration de Paris et du Programme d'action

d'Accra. À la lumière de la décision d'accroître le nombre de sièges du Conseil d'administration, nous souhaitons une revue des pratiques et des dépenses du Conseil. Les pays nordiques entendent suivre de très près la mise en œuvre de ces réformes et se félicitent beaucoup de l'engagement pris par la Banque de définir un cadre de résultats intégré à l'échelle de l'institution. Nous croyons également que l'augmentation du capital permettra à la Banque de renforcer son engagement en faveur de l'intégration économique régionale en Afrique. Il est urgent d'accélérer l'intégration de l'Afrique pour qu'elle puisse tirer parti des possibilités découlant de l'expansion des marchés mondiaux. L'Afrique subsaharienne abrite près de 12 % de la mondiale, mais elle ne représente qu'environ 2 % du commerce mondial. De toute évidence, il existe encore beaucoup de possibilités pour donner un coup de fouet au développement économique à travers le commerce et l'investissement internationaux.

6. Nous voudrions encourager la Banque à augmenter ses prêts dans les pays africains à faible revenu. Le secteur privé est le principal moteur de la croissance en Afrique, et génère une base de ressources durable pour la réduction de la pauvreté à travers le recouvrement des recettes intérieures. Les entreprises privées sont la principale source durable d'emplois et de revenu, et jouent par conséquent un rôle essentiel pour la résolution du problème de l'emploi des jeunes. En stimulant une croissance génératrice d'emplois, la Banque contribue de manière efficace à la réduction de la pauvreté en Afrique. Une attention particulière devrait être accordée aux petites entreprises qui éprouvent d'énormes difficultés de financement. Si les apports externes sont précieux pour le développement des pays africains, on n'insistera jamais assez sur l'importance de la mobilisation de toutes les recettes intérieures. Dans cette optique, l'amélioration de la gouvernance et l'instauration de l'État de droit jouent un rôle crucial.

7. Une autre question qui mérite l'attention est celle des flux de financements illicites. D'après un récent rapport, les flux de financements illicites vers l'Afrique se sont élevés à 854 millions de dollars durant la période 1970-2008, faisant perdre chaque année aux pays en développement en recettes plus qu'ils ne reçoivent en APD. Il faudrait se saisir de ce problème dans l'immédiat. Une organisation régionale comme la Banque africaine de développement peut s'y attaquer à la fois au niveau national et au niveau international. Nous l'encourageons à jouer un rôle plus actif. L'appui au renforcement des capacités et l'amélioration de la gouvernance sont importants pour faire évoluer ce dossier au niveau national. Au niveau international, un système financier dans lequel des juridictions opaques sont autorisées finit par encourager l'évasion fiscale, la corruption et le crime organisé. Malheureusement, l'Afrique est du côté perdant de l'équation, car moins capable de prévenir les sorties de fonds, en amont, et de récupérer les fonds évadés, en aval. L'Afrique exerce également moins d'influence là où se formulent les règles mondiales relatives à l'échange d'informations comptables, bancaires, fiscales, et en j'en passe. La transparence sur les marchés financiers devrait être une exigence absolue. À cet égard, l'accord signé récemment par les principales banques multilatérales de développement et portant exclusion mutuelle des entreprises et individus reconnus coupables de malversations dans des projets de développement qu'elles financent, constitue un pas dans la bonne direction.

8. Une des plus grandes menaces à l'obtention de résultats en matière de développement aux plans mondial, comme régional et local, est l'inégalité. Aucun développement ne peut s'inscrire dans la durée s'il n'est fondé sur la participation aussi bien des hommes que des

femmes de tous horizons. Pour parler de notre propre expérience, les pays nordiques ont toujours attaché une grande importance à l'égalité des sexes dans leurs politiques de développement. En particulier, il faudrait faire en sorte que les femmes apparaissent comme de puissants agents dont l'implication dans le processus décisionnel devrait être accélérée dans tous les forums. Nous ne devons pas perdre de vue que même de bonnes politiques ne se traduisent pas en meilleures interventions sans ressources suffisantes. Étant donné que l'intégration de la femme au processus de développement est une priorité pour la Banque, des ressources suffisantes doivent lui être assurées pour lui donner corps. Nous demandons à la Banque de prendre des mesures pour accroître la représentation des femmes aux postes d'encadrement et d'expert.

9. Enfin, et ce n'est pas le moindre de nos sujets d'intérêt, je voudrais aborder un problème mondial, qui nous affecte tous, à savoir le changement climatique. Nous sommes heureux d'apprendre qu'un plan d'action pour le travail futur de la Banque sera prêt dans quelques semaines. Il s'agit d'une étape essentielle pour permettre à la Banque de conduire la marche vers un avenir à faible intensité de carbone en Afrique. Le rôle de la Banque est essentiel, en particulier dans la coopération régionale. De notre point de vue, le changement climatique et l'adaptation devraient être perçus dans le contexte plus large de la durabilité environnementale, mais sans perdre de vue l'impératif de la viabilité économique et sociale. Nous nous félicitons du récent engagement de la Banque envers les institutions africaines chargées du climat. Avec son expertise régionale, sa forte connaissance des pays et sa capacité d'innovation, nous aimerions voir la Banque jouer un rôle plus volontariste dans la promotion de l'utilisation des énergies renouvelables ainsi que dans la gestion durable des forêts. Il est également important que toutes les opérations de la Banque soient immunisées au risque climatique. Il est en outre essentiel pour la Banque de s'attaquer aux problèmes concernant le suivi des activités liées au changement climatique dans ses opérations et l'établissement de rapports à cet égard, et d'être capable de démontrer ses contributions par rapport aux critères convenus l'année dernière à Copenhague.

10. À mon avis, nous pouvons être fiers de ce qui a été accompli par la Banque pendant l'année écoulée. Dans le même temps, nous sommes conscients que le plus grand défi, c'est-à-dire la mise en œuvre de toutes les décisions qui ont été prises, reste à venir.